

# Vulgarisation des droits de l'homme

## Les représentants d'institutions concernées se penchent sur l'étude

**D**ans le cadre du Programme National de Bonne Gouvernance, organisé par le Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte Contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI), une quarantaine de participants représentant les différents départements et institutions concernés ont pris part jeudi dernier aux travaux d'un atelier de validation de la faisabilité des activités relatives à la consolidation des fondements de l'Etat de droit et à l'instauration d'une culture démocratique, au diagnostic et l'évaluation du plan Information-Education-Communication. Ouvrant les travaux de l'atelier, le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte Contre la Pauvreté et à l'Insertion,

M. Hamady Ould Meimou a rappelé les efforts entrepris par les pouvoirs publics, avec notamment la mise sur pied d'un plan national de promotion et de protection des droits de l'homme élaboré en 2003, suivant une approche participative réunissant les représentants des institutions publiques de la société civile et les partenaires au développement.

Pour sa part, Mme Cécile Molinier, représentante résidente du PNUD en Mauritanie a indiqué que la rencontre témoigne de la poursuite de l'appui de son institution au Programme National de la Bonne Gouvernance dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme en faveur de l'ensemble des composantes de la société mauritanienne.